

D 844 ARGENTINE: LE GÉNÉRAL ET LES DISPARUS

Le général Ramón Camps, ancien chef de la police pour Buenos-Aires n'est pas homme à mâcher ses mots. Au journal espagnol "Pueblo", il donne son point de vue sur "la sale guerre" contre la subversion. Ses propos sur les disparus d'Argentine s'inscrivent dans la perspective de ceux de l'amiral Massera (cf. DIAL D 534) et du général Omar Riveros (cf. DIAL D 642). C'est, une fois de plus, la reconnaissance de la totale responsabilité des forces armées dans les "bavures" du combat antisubversif.

Interrogé sur les déclarations du général Camps, le général Bignone, président de la République, a répondu qu'il s'agissait d'une "opinion personnelle".

Ci-dessous texte des déclarations du général Camps, dans "Pueblo" du 27 janvier 1983, reproduit par "Resumen de la Actualidad Argentina" du 14 février 1983.

Note DIAL

INTERVIEW DU GÉNÉRAL RAMÓN CAMPS

Question - Mon Général, si les disparus sont considérés comme pertes de l'ennemi dans une guerre menée par les Forces armées argentines contre la subversion, pourquoi ne reconnaît-on pas officiellement leur arrestation et leur mort, et ne rend-on pas les corps aux familles avec l'explication appropriée à chaque cas?

Réponse - J'affirme publiquement qu'en Argentine, pendant toute une période, on n'a pas voulu reconnaître que le pays était en état de guerre. Sous prétexte d'image de marque à l'étranger et pour ne pas compromettre l'aide économique internationale, on ne disait pas la vérité sur les événements. On cherchait à minimiser la réalité car on pensait à la suite des crédits, lesquels auraient certainement été coupés si la vérité avait été dite dans toute sa cruauté. Par ailleurs, je suis convaincu que des sujets comme celui des disparus, il faut les aborder ouvertement pour qu'ils ne soient pas utilisés politiquement comme drapeau. C'est pour cette raison que j'ai accepté cette interview avec vous. J'ai vaincu la subversion au coeur, c'est-à-dire à Buenos-Aires. Et j'en suis fier. J'assume toutes mes responsabilités et celles des trente mille hommes que j'ai menés au combat. Je le fais parce que je sais que ce combat n'est pas terminé et qu'il est nécessaire de le terminer. Si, hier, je suis monté en premières lignes l'arme à la main, je mène aujourd'hui le combat et je fais face au niveau des idées. Et s'il le faut, je reprendrai les armes pour mener le combat. Il se trouve que l'Occident ne se sent pas la vocation au triomphe: nous avons honte de nos idées et de nos actes. Aussi en venons-nous à nous excuser d'avoir gagné.

Q.- Mon général, la raison de ma venue en Argentine, ce sont les citoyens espagnols et les descendants d'Espagnols qui se trouvent parmi les disparus...

R.- Alors vous voulez que nous parlions des Espagnols disparus.

- Oui.

- Bien. En premier lieu, j'estime que ceux qui viennent vivre en Argentine le font parce qu'ils recherchent ici quelque chose qu'ils n'ont pas trouvé dans leur pays. Ils viennent y chercher des avantages et des bénéfices tout en sachant les risques qu'ils peuvent courir. A partir du moment où un immigré arrive en Argentine, il est sujet au même sort que les Argentins. Personne n'est mort, si tant est qu'il soit mort, parce qu'espagnol, mais parce que subversif... tout comme sont morts mes hommes parce qu'ils défendaient la nation argentine. Voyez-vous, nous disons que nous respectons l'autodétermination des peuples et je ne tiens pas à m'ingérer dans les affaires de l'Espagne; c'est pourquoi j'accepte que les Argentins là-bas courent tous les risques éventuellement inhérents à l'Espagne. Aucun Espagnol n'a été contraint de venir dans notre pays ni n'a été obligé d'y rester. Si certains ont pris part à une polémique, ils l'ont fait en connaissance des risques encourus. Il y a eu ici une époque où l'on tuait, où l'on mourait, savez-vous? D'ailleurs, parmi les Espagnols et les Italiens disparus, il y en a beaucoup qui ne le sont pas: ceux qui sont nés ici, bien que fils ou descendants d'Espagnols et d'Italiens, sont des citoyens argentins, non des étrangers.

Q.- Même s'il en est comme vous le dites, les autorités argentines auraient dû informer l'ambassade espagnole, au moins dans le cas de la trentaine de disparus qui sont nés en Espagne et qui sont arrivés ici avec un passeport espagnol. Pourquoi n'a-t-il pas été répondu aux demandes diplomatiques par des données précises ou, s'ils ont été tués, pourquoi n'a-t-on pas rendu leurs corps?

R.- Il se trouve que, dans les Forces armées où nous avons combattu la subversion et pris en charge le gouvernement en 1976, il y a toujours eu deux positions. La première, celle de ceux qui pensaient que le combat antisubversif était un affrontement mineur; la seconde, celle de ceux qui, comme moi, estimaient qu'il s'agissait d'un véritable problème national, et même le problème essentiel du monde actuel. Je pense que nous devons être fiers de ce que nous avons fait; que le gouvernement doit en être fier et assumer publiquement la responsabilité de tous ses actes. Je ne dis pas que certains ne le font pas. Mais je suis convaincu que, pour pouvoir finalement gagner, il faut que les chefs prennent de face les problèmes et exposent clairement leurs points de vue, leurs forces et leurs erreurs; qu'ils s'efforcent de gagner la confiance des gens et de faire comprendre aux autres nations la nature de leur action. Si nous n'acceptons pas courageusement la responsabilité de ce que nous avons fait, si l'Occident se maintient dans son attitude de lâcheté, alors nous ne gagnerons pas notre combat. Ce qui nous a manqué c'est une solution tant politique qu'économique et culturelle, pour asseoir notre victoire militaire.

Q.- Y-a-t-il des disparus vivants?

R.- Non.

Q.- Vous l'affirmez catégoriquement?

R.- Oui. Ces camps de concentration secrets dont on a tant parlé, ils n'existent pas. S'il y a des disparus vivants, ils se trouvent à l'étranger et en liberté. Vous savez, il y a des gens intéressés à brandir le drapeau des disparus en déclarant qu'ils sont vivants. Et les dirigeants politiques argentins ne comprennent pas que nous sommes dans un combat politique plus important qu'une simple confrontation électorale.

Q.- Vous savez que le nombre des disparus est variable selon les organisations de défense des droits de l'homme. Quel est, à votre avis, le chiffre le plus exact?

R.- Entre six et huit mille, je pense. Mais je ne peux pas donner le nombre exact car j'ignore combien sont à l'étranger.

(Alors que j'insiste en lui demandant des chiffres précis, qu'il connaît certainement, le général Camps se lève et se dirige vers un énorme coffre-fort de l'autre côté de la pièce. Au-dessus du coffre un écriteau annonce: "Ne m'obligez pas à tuer. N'approchez pas". De l'intérieur il retire un rapport mécanographique. Il m'explique que c'est une copie du texte qu'il a envoyé au pape. Sans me laisser regarder, il lit posément les chiffres suivants:)

Entre 1973 et 1979, il y a eu 2.050 subversifs tués au combat. Quinze cents d'entre eux n'ont pas été identifiés; entre 1973 et 1976, il y en a eu 548; et 962 autres entre 1976 et 1979. Entre 1973 et 1979, 729 cadavres ont été trouvés, dont 371 non identifiés. D'après mes informations, entre 1973 et 1979, 1.858 corps ont été enterrés comme inconnus dans différents cimetières.

Q.- A la page 39 de votre livre "Cas Timerman, point final" (1), en parlant des groupes "incontrôlés", vous dites que "ce n'était pas "des bandes, mais des forces militaires, des forces de sécurité et "des forces de police". Alors, les fameux "escadrons de la mort" qui opéraient dans des voitures Ford Falcon sans plaque d'immatriculation, et dont les membres s'habillaient en civil, c'étaient des militaires?

R.- Il y avait deux bandes. L'une avait comme membres les forces de la subversion. L'autre était sous la conduite de la junte militaire. Toutes les opérations antisubversives ont été menées sur ordre des plus hauts échelons militaires. Dans de nombreux cas il fallait agir en civil.

Q.- Mon général, je ne voudrais pas interpréter vos paroles de façon erronée. Ai-je bien compris? Vous m'assurez que ces groupes en civil qui procédaient aux enlèvements étaient des militaires?

R.- Dans mon livre que vous citez, je rappelle qu'il s'agissait d'une "guerre sale". Ceux qui l'ont faite ainsi ce sont les subversifs. Ce sont eux qui ont choisi les modes de combat et déterminé notre comportement.

(1) Du nom du directeur du journal "La Opinión" enlevé en 1977 et "disparu" jusqu'en octobre 1979, date de sa libération et de son expulsion (NdT).

Q.- Alors, les hommes qui ont emmené dans une Ford Falcon mon ami le sénateur uruguayen Zelmar Michelini, à l'hôtel Liberty en 1976, et qui l'ont assassiné par balles (2), c'étaient des militaires?

R.- J'ignore ce cas. N'oubliez pas qu'il y a eu aussi des éléments subversifs qui ont agi comme s'ils étaient membres des Forces armées. Le cas Aramburu, dans lequel ils se sont même habillés en militaires, en est un exemple.

Q.- Mon général, ce que vous dites signifie que l'Etat se comporte de la même façon qu'un groupe terroriste, selon des méthodes terroristes...

R.- Oui. On peut se servir de techniques pour arrêter les subversifs ou de méthodes pour les localiser identiques à celles qu'ils utilisent eux-mêmes. Pourquoi pas? Si j'avais eu connaissance d'un rendez-vous de la subversion et si je m'y étais rendu en uniforme, ma mission aurait été inutile. Il fallait que nous nous cachions, habillés en civil, tout en vous faisant remarquer que, personnellement, je ne l'ai jamais fait et que j'ai toujours combattu en uniforme. Personne ne critique la police espagnole parce qu'elle se déplace en civil. Et nous sommes submergés de films américains sur le FBI et ses agents en civil.

Q.- Pourtant, il n'a jamais été reconnu officiellement que ces groupes relevaient des forces conjointes, même si la démonstration est faite qu'ils agissaient, et agissent toujours, en toute impunité, avec des véhicules sans plaque d'immatriculation et de façon voyante, dans un pays soumis au contrôle étroit de l'état de siège...

R.- Moi, je l'ai reconnu. Dans mon livre je raconte que Timerman a été arrêté par des agents en civil, et que des officiers en civil ont servi sous mes ordres.

Q.- Avez-vous sous vos ordres, les fameuses Ford Falcon?

R.- Non. Je n'ai jamais eu de Falcon, mais des Torino, les voitures de la police de Buenos-Aires. Vous semblez obsédé par les Falcon...

Q.- Peut-être, mon général, car lors de ma précédente visite en juillet dernier, il y en a une qui m'a suivi même dans les rues piétonnes, et cela jusqu'à ce que je proteste auprès de la chancellerie.

R.- Evidemment. Avec votre barbe et votre veste de type militaire, vous ne pouvez qu'attirer l'attention.

Q.- Ne craignez-vous pas d'avoir un jour à vous asseoir au banc des accusés, pour répondre devant la justice des conséquences de la répression?

R.- Non. Le combat contre la subversion a duré une décennie, et tout au long de celle-ci il y a eu différentes sortes de responsables. Cela ferait beaucoup à traduire en justice. Par exemple, ceux qui ont fait publiquement l'éloge de l'enlèvement d'Aramburu, ceux qui ont permis au terro-

(2) Cf. DIAL D 313 (NdT).

risme de se développer grâce à l'amnistie de 1973... Il ne faut pas non plus oublier que c'est un gouvernement constitutionnel qui a ratifié les lois rendant possible notre combat contre la subversion; et que c'est ce même gouvernement qui a déclenché la guerre anti-insurrectionnelle en Tucumán. Les hommes politiques qui voudraient voir aujourd'hui les militaires assis au banc d'accusation, sont les mêmes qui devraient se trouver au milieu des accusés.

Mais je tiens aussi à répondre à votre question à titre personnel: je suis responsable de tous les ordres que j'ai donnés. Je n'ai pas à prendre la défense des forces qui ont agi sous mes ordres car, seuls, les coupables ont besoin d'être défendus. Je répète que j'ai dirigé le combat antisubversif pendant deux ans, en montrant toujours ce qui se faisait. Je ne me sens ni honteux ni coupable d'avoir obtenu la victoire pour le camp militaire. Si je suis coupable de quelque chose c'est de n'avoir pas obtenu également une victoire politique. Mais le combat n'est pas terminé. Et mon rôle non plus.

Q.- Que pensez-vous de la phrase célèbre du général Ibérico Saint James quand il était gouverneur de Buenos-Aires?

R.- A quelle phrase faites-vous allusion?

Q.- "Nous allons d'abord tuer tous les subversifs, puis leurs col-laborateurs; ensuite, les sympathisants; après, les indifférents; "et, enfin, les timides."

R.- Je ne pense pas que le général Saint James ait dit cela. Car le responsable de la lutte contre la subversion dans la province de Buenos-Aires c'était moi. Lui n'a eu aucune responsabilité. Sur le terrain du combat antisubversif il n'était pas mon supérieur, bien que gouverneur de Buenos-Aires. J'en conclus que, s'il n'avait aucune responsabilité sur ce plan ni de participation directe au combat, c'est-à-dire s'il n'avait ni voix au chapitre ni décision à prendre, il ne pouvait donc dire une phrase de ce genre. Pour ma part je ne l'ai pas dite, et j'étais le seul à pouvoir le faire. Je ne l'ai pas dite parce que je n'aime pas la provocation.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441